



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.13/7/Summary
 26 février 1987

FRANÇAIS
 Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
 préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
 13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
 treizième réunion de la Conférence
 des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
 23 - 27 avril 1987

Point 11 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT SUR L'AMÉLIORATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES
 DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES
 FORESTIÈRES ET DES SOLS**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.
 ** E/ECA/CM.13/1.

1. Il ressort de données de 1985 que les forêts feuillues fermées tropicales en Afrique couvrent une superficie d'environ 210 millions d'hectares, dont 1,3 million d'hectares tend à disparaître par an. On estime que les forêts ouvertes en Afrique couvrent une superficie de 474 millions d'hectares, dont 2,4 millions sont détruits chaque année. Sur les 163,5 millions d'hectares de ressources forestières fermées productives en Afrique, 1,75 million d'hectares seulement faisaient l'objet de plans d'aménagement à la fin de 1980. C'est une des raisons qui a compromis l'aménagement et la conservation des grands écosystèmes forestiers de la région. Les forêts tropicales à feuilles persistantes des pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest sont les forêts fermées les plus sérieusement frappées d'extinction. En Afrique du Nord, malgré les vigoureux efforts de boisement et de conservation des forêts, les incendies de forêts, le ramassage du bois de chauffe, le surpâturage et la surexploitation détruisent chaque année de nombreuses essences (quercus, janiperus et abies). C'est en Afrique du Centre que le taux d'extinction des forêts fermées tropicales est le moins élevé.

2. Si leur patrimoine forestier tropical humide est peu important, les pays de l'Afrique de l'Est disposent de très nombreuses savanes. C'est ainsi qu'en 1985, on estimait que les forêts feuillues fermées couvraient une superficie de 21 millions d'hectares, contre 190 millions pour les savanes. Il semble qu'une partie de ces écosystèmes sylvestres étaient couverts de forêts tropicales à feuillage semi-caduc il y a de nombreuses années. Toutefois, ces ressources jouent un rôle important dans l'économie des populations rurales puisque celles-ci en tirent du bois de chauffe, des champignons, des médicaments, de la colle et autres produits alimentaires essentiels pour leur subsistance quotidienne et qu'elles leur servent de pâturage pour le bétail. Nombreux sont les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe qui entreprennent des programmes de boisement et de reboisement afin de lutter contre la pénurie de bois rond industriel. On observe à l'heure actuelle dans la plupart de ces pays un excédent d'espèces sur pied, principalement Pinus et Eucalyptus, dû à l'absence de plans de sylviculture pour leurs exploitation et conservation et à la faible demande de l'industrie du bois.

3. Les principaux écosystèmes sylvestres ouverts en Afrique au sud de l'Equateur qui contribuent directement à la protection des forêts humides feuillues fermées se répartissent en deux grandes catégories : i) les forêts miombo composées des espèces brachystegia, isoberlinia, julbernadia, parinari et uapaca et ii) les forêts peuplées de clophospermum qui croissent à de plus faibles altitudes. Les forêts Miombo, qui sont des forêts microphylles ouvertes à feuillage caduc, ont également pour nom "dondo", "mikondo" et "tenda" dans d'autres pays. Cet écosystème sylvestre, qui peut être considéré comme étant caractéristique des régions forestières naturelles de l'Angola, du Malawi, des terres fermes de la République-Unie de Tanzanie, du Zaïre (Shaba), de la Zambie et du Zimbabwe, est détruit dans la plupart de ces pays par les incendies de forêts, le ramassage du bois de chauffe, le surpâturage et un faible taux de régénération des arbres.

4. On estimait en 1985 que l'Afrique comptait environ 190 millions d'hectares de forêts miombo, soit 40 p. 100 de la superficie couverte de forêts ouvertes. On estime le volume de cet écosystème sylvestre à 4 990,6 millions de mètres cubes. En supposant que l'on ait un cycle de maturité de 60 ans et 8 p. 100 d'accroissement annuel courant, on peut estimer que le volume de la production de bois disponible par an est supérieure à 332 millions de mètres cubes.

Plusieurs études ont révélé que la production de miel obtenue de ces forêts pourrait dépasser 30 kg par hectare et par an. Le ramassage du bois de chauffe, la cueillette des champignons et le pâturage du bétail sont des activités spontanées liées à cet écosystème. On ne dispose malheureusement pas de renseignements suffisants sur la production, la superficie de base, les accroissements et la dynamique de régénération et de destruction de cet écosystème.

5. La Commission économique pour l'Afrique est vivement préoccupée par la destruction rapide de ces ressources forestières et est consciente des immenses potentialités qu'elles offrent en tant que source de produits de base, en particulier pour les populations rurales. Vu également le rôle essentiel que joue cet écosystème dans la régulation des conditions climatiques et la préservation des ressources en eau, la CEA a lancé une étude visant à définir des politiques et stratégies en vue d'assurer la conservation et la mise en valeur des forêts miombo. Bien que cette étude n'ait porté que sur trois pays (Kenya, Mozambique et République-Unie de Tanzanie), ses conclusions permettent cependant d'illustrer l'état de la détérioration généralisée des ressources forestières en Afrique. La CEA envisage d'étendre cette étude aux autres écosystèmes forestiers menacés dans la région.

6. Les forêts miombo des pays d'Afrique de l'Est (Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zambie) couvraient en 1985 une superficie de 109 millions d'hectares environ, soit 2804 millions de mètres cubes de bois. En 1984, on estimait que le volume de la production industrielle obtenue des forêts miombo était de l'ordre de 1,4 million de mètres cubes et celui du bois de chauffe et de charbon dépassait 60 millions de mètres cubes. Les essences brachystegia, isoberlinia, julbernardia et pterocarpus sont les principales espèces de cet écosystème. L'exploitation des grumes industriels porte sur une poignée d'espèces de prix et cette exploitation n'est guère contrôlée dans la plupart des pays. Il y a un fossé considérable entre les redevances perçues par les gouvernements et les prix de vente d'un mètre cube de bois sur le marché.

7. On estime que 17 millions d'habitants environ, soit 42,5 p. 100 de la population de ces trois pays, vivent de ces ressources. C'est le Mozambique qui a le taux le plus élevé d'habitants vivant dans cet écosystème (66,7 p. 100). La pratique des cultures itinérantes, mentionnée dans l'étude, est le principal obstacle à la conservation des ressources forestières. On estime que 45 000 hectares de forêts naturelles, essentiellement les forêts miombo, sont détruits chaque année au Mozambique, 80 000 hectares en République-Unie de Tanzanie - du processus de préparation du tabac - et plus de 40 000 hectares en Zambie à cause des cultures itinérantes de type Chitemene. La production de bois de chauffe et de charbon reste la principale activité dans les forêts miombo. En supposant une consommation de bois de chauffe par habitant de l'ordre de 1,7 mètre cube par an, il faudra produire environ 140 millions de mètres cubes de bois de chauffe en l'an 2010 dans ces trois pays.

8. Le pâturage du bétail, l'apiculture et la faune et flore sont caractéristiques de cet écosystème. C'est ainsi qu'en République-Unie de Tanzanie, 36 p. 100 environ du bétail se trouvent dans les forêts miombo, et ce, malgré l'invasion des forêts naturelles par les mouches tsé-tsé et l'absence de politique visant à harmoniser leur utilisation. L'apiculture est également caractéristique de cet écosystème. En République-Unie de

Tanzanie, plus de 25 p. 100 de la population (soit plus de 5 millions d'habitants) pratiquent l'apiculture. En Zambie, 44 p. 100 seulement du potentiel est utilisé. Dans les autres pays, cette activité pourrait être davantage développée. En dépit du braconnage, la faune et la flore constituent une importante source de revenus dans la sous-région. En Zambie, les revenus tirés de la chasse pratiquée par les touristes se chiffraient à 1,2 million de kwachas en 1980 ^{1/}. Au Mozambique, 1000 tonnes environ de gibier ont été vendues à la population locale en 1983.

9. A l'heure actuelle, rares sont les programmes de sylviculture et de mise en valeur des forêts qui sont entrepris dans les forêts miombo alors que ces pratiques étaient relativement courantes au cours des années 60 et de la moitié des années 70. La protection contre les incendies, l'exploitation du bois, la régénération des arbres et l'élagage des espèces d'arbres indésirables, telles sont les activités menées dans la sous-région. La lutte contre les incendies est pratiquement inexistante, en raison notamment de la pénurie de main-d'oeuvre. Le système d'aménagement le plus courant, qui est celui de la sélection, prévoit des coupes des seules espèces de valeur, les arbres de moindre valeur marchande déformés et n'étant pas touchés. Le taux de régénération est insuffisant, la régénération étant assurée principalement par les drageons des benoîtes, les taillis et la régénération naturelle. En résumé, bien que les techniques d'aménagement soient connues, les applications actuelles ne permettent pas d'assurer la capacité de production de l'écosystème faute de politiques clairement définies aux niveaux national et sous-régional visant à assurer une mise en valeur et un aménagement judicieux de ce secteur.

10. L'absence de personnel qualifié est un autre problème aigu qui se pose dans la sous-région et la plupart des ressources humaines sont affectées à l'exploitation et au traitement du bois, au détriment de la sylviculture et des activités d'aménagement. C'est ainsi qu'au Mozambique, 66 p. 100 des sylviculteurs s'occupent de l'abattage, du transport et du traitement du bois. En outre, selon des études récentes, cette situation durera jusqu'en l'an 2000, à moins que l'on ne change les politiques nationales en la matière.

11. L'insuffisance des institutions de formation et l'absence d'une formation en cours d'emploi constituent d'autres problèmes; par ailleurs, les instituts de formation existants ne permettent pas d'une manière générale de satisfaire la demande de personnel qualifié. Il faudrait également élaborer des plans visant à renforcer les structures existantes, créer de nouveaux instituts techniques, comme au Mozambique, et intensifier la coopération au niveau sous-régional, par le canal par exemple de la Sokoine University et du Mweka Wildlife College en République-Unie de Tanzanie.

12. Il existe très peu de réseaux routiers dans les forêts miombo de la sous-région, ce qui rend difficiles le contrôle et la surveillance de l'exploitation du bois, la protection contre les incendies et la lutte contre le braconnage. La recherche est peu poussée et il importe de promouvoir la coopération sous-régionale dans ce domaine. Le Mozambique et la Zambie ne disposent pas d'institutions spécialisées s'occupant de recherche, celle-ci étant toujours entreprise par les services des eaux et forêts.

^{1/} 1 dollar = 5,56 kwachas en septembre 1986.

13. Pour protéger et régénérer les forêts miombo, il est proposé :

a) de mener des études et de dresser des inventaires des peuplements des forêts miombo qui sont en particulier menacées par la pratique des cultures itinérantes. Il s'agit là d'une nécessité impérieuse dans les provinces de Tabora et de Lapula en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. Il importe d'urgence de collecter des données techniques de base pour le calcul des rendements, l'accroissement annuel et la formulation de plans d'aménagement des peuplements des forêts miombo;

b) de créer un fonds pour la plantation d'arbres, qui serait géré conjointement par les gouvernements et les exploitants de tabac, afin de lancer un vaste plan de reboisement et d'aménagement visant à lutter contre la destruction de cet écosystème dans les régions menacées par la surexploitation du bois de chauffe;

c) de lancer un vaste programme visant à abandonner progressivement les systèmes actuels de cultures itinérantes au profit d'un système agricole soutenu permanent dans les forêts miombo. Ce programme, qui s'appuierait essentiellement sur la pratique de cultures marchandes, comporterait des volets relatifs à l'agro-sylviculture et au bétail et bénéficierait de l'appui financier et politique des gouvernements de ces pays;

d) de lancer, aux niveaux national et sous-régional, des campagnes de lutte contre les incendies provoqués par l'homme. La première phase engloberait la collecte de renseignements sur les caractéristiques et causes, l'évaluation des dégâts et le volume des ressources actuelles et futures allouées à cet effet dans la sous-région pour lutter contre ce problème et prendre des mesures préventives;

e) de réaliser une étude détaillée sur le personnel requis dans la sous-région d'ici à l'an 2000 dans les domaines de la recherche et de la formation de main-d'oeuvre;

f) d'entreprendre, au niveau sous-régional, un plan de conservation et de mise en valeur des forêts miombo afin d'obtenir l'appui financier et technique envisagé par la FAO dans le Plan d'action forestier tropical en vue d'assurer la conservation et la régénération de cet écosystème.